

**PRODUCTION AGRICOLE EN PAYS MOAAGA  
A LA VEILLE DE LA CRISE DES ANNEES 1930 :  
AMBIGUITE ET ALEAS**

BANTENGA Moussa\*

**RESUME**

Menée à partir de travaux antérieurs de chercheurs et d'archives coloniales, cette étude montre la particularité du pays moaaga dans le système colonial avant la crise des années 1930.

Après la conquête du pays moaaga, la France introduit une économie productiviste basée sur l'extension et l'amélioration des cultures de rente. L'administration coloniale compte s'appuyer sur les chefs traditionnels pour réaliser le plan de "mise en valeur". Elle met en pratique deux politiques, 1930 étant l'année de changement d'approche : la première se fonde sur la méthode coercitive par le biais des champs collectifs et la seconde sur l'incitation à la création des fermes familiales. Mais la politique coloniale est confrontée à des facteurs singuliers au Moogo. D'une part le système colonial révèle des contradictions : nombre très réduit des fermes familiales, impossibilité pour les populations d'acheter le matériel agricole proposé et chute des cours des produits de rente à partir de 1928, d'autre part les moose ont adopté des comportements prouvant leur réticence à la logique coloniale : soit ils fuyaient leurs terroirs, soit ils injectaient les produits destinés à l'exportation dans l'économie traditionnelle. Vu leurs conditions critiques, il se pose le problème de la rationalité paysanne et de l'utilité de la production agricole dans une zone de tension climatique.

**MOTS CLES :** production agricole, travail, rationalité paysanne, hiérarchie, population, utilité.

---

\* Département d'histoire et d'archéologie (FLASHS/U.O.)  
03 B.P. 7021 OUAGADOUGOU 03 - BURKINA FASO.

**AGRICULTURAL PRODUCTION IN MOAAGA  
LAND ON THE EVE OF THE 1930'S  
CRISIS : AMBIGUITY AND HAZARDS**

**ABSTRACT**

This study, which was carried out by earlier works of researchers and colonial archives, shows the peculiarity of the moaaga country in the colonial system before the crisis of 1930's.

After conquering the moaaga kingdom the french introduced an economic production based on extensive and improved cash crop cultivation. The colonial administration passed through traditional chiefs to implement this "economic" plan. Two policies were put into practice with the change from the first approach into the second occurring in 1930. The first policy was based on coercive methods to enforce production on individual family farms. However the implementation of colonial policy was frustrated by factors arising from the particular circumstances of the moaaga. Firstly, the colonial system was revealed to be inconsistent with local conditions : there were very few family farms, it was impossible for most of the rural population to buy the required agricultural inputs, and after 1928, the prices of cash crops fell rapidly ; secondly, the flight of the population and absorption of products meant for export into the traditional moaaga economy demonstrated their resistance to the logic of colonial policy. The rise of the issue of peasant rationality, and the utility of promoting agricultural production in areas with unfavourable climatic conditions.

**KEYS WORDS :** Agricultural production, work, peasant rationality, hierarchy, population, utility

**INTRODUCTION**

Situé dans la partie centrale de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), le pays moaaga<sup>1</sup> est inclus dans les zones climatiques nord soudanienne et sub-sahélienne. Réparties sur un court laps de temps, de juin à septembre, les pluies sont un puissant facteur de la production agricole.

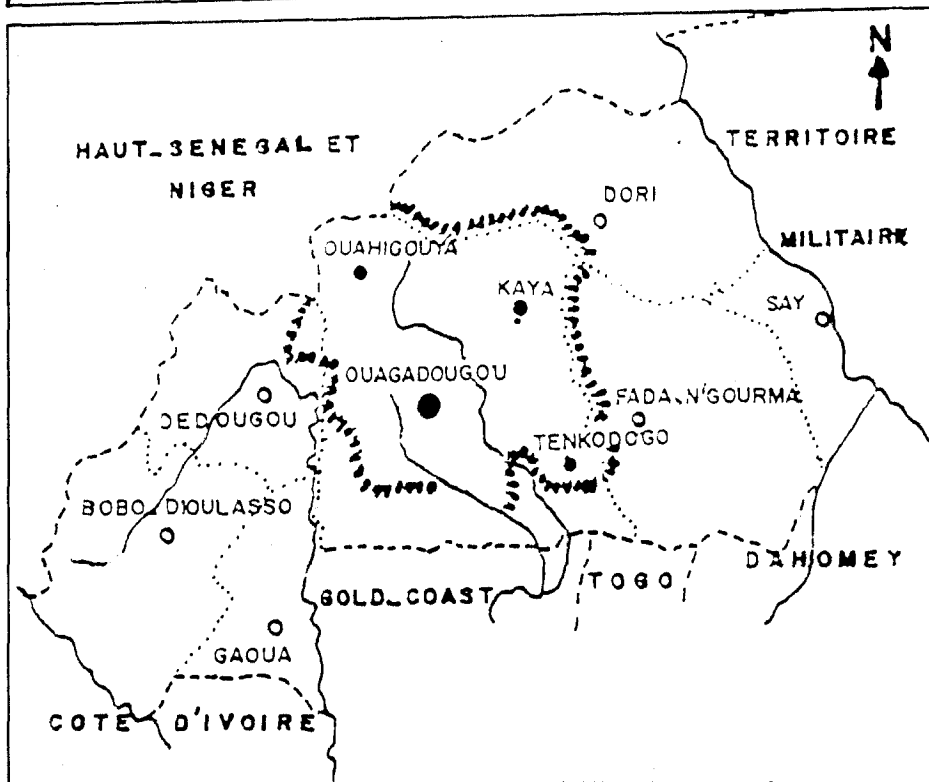
La société précoloniale moaaga se singularise par trois traits fondamentaux : sa relative densité démographique, son organisation socio-politique hiérarchisée, l'ardeur de ses membres aux travaux agricoles.

Conquis à la fin du XIXe siècle par la France, le pays moaaga est soumis à une administration militaire dépendant du Gouvernement Général de l'A.O.F., puis rattaché à la colonie du Haut-Sénégal et Niger de 1904 à 1919, avant d'appartenir à la colonie de Haute-Volta.

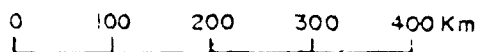
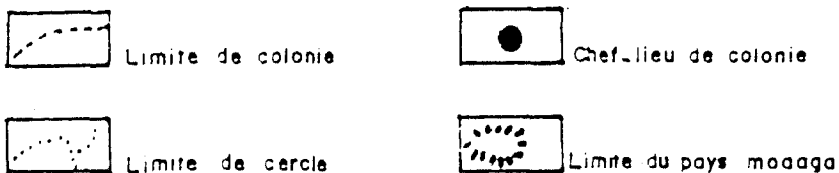
---

*(1) Singulier Moaaga, Pluriel Moose. Certains auteurs écrivent Moaga, Mose, Mossi ou Mosi. Le territoire est le Moogo.*

# LE PAYS MCAAGA DANS LA COLONIE DE HAUTE-VOLTA (1919)



## LEGENDE



Carte réalisée à partir de A. TERRIER (sous la direction de) : Bulletin mensuel du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc.

Paris, Comité de l'Afrique française, 1919, p. 164.

Cartographie de DABIRE E., U.O.

Les facteurs géographiques, historiques, démographiques et sociologiques paraissent nécessaires pour comprendre la réalité coloniale au Moogo à la veille de la crise des années 1930. Cette crise a toujours constitué un événement capital dans la dynamique coloniale.

Il est vrai que des réflexions ont été menées par des spécialistes comme COQUERY-VIDROVITCH (1980) et CHRETIEN (1983) sur l'évolution des paysans africains dans les structures coloniales. Cette étude tente de mettre en exergue dans la politique d'intensification des cultures de rente, les paradoxes à l'origine de la précarité aggravée de l'équilibre de la production agricole au Moogo. Peut-on, dans le cadre global de la colonisation, dissocier la stratégie de la production accrue impliquant une économie monétaire des intérêts des acteurs concernés ? L'exemple du pays moaaga prend toute son importance dans la relation entre les cultures de rente et les cultures vivrières.

## PREMIERE PARTIE

### LE TRAVAIL AGRICOLE : CONCEPTIONS DIFFERENTES ET CONTEXTE COLONIAL

La colonisation met en rapport la France et le Moogo, pays où l'activité principale des populations est l'agriculture de subsistance. Cette activité des Moose au début du XXe siècle présente un processus de mutation dû à l'intrusion coloniale.

#### 1. La notion de travail agricole dans les sociétés occidentales jusqu'à la conquête coloniale

La notion de travail agricole a évolué au cours de l'histoire dans les sociétés occidentales. Si, au Moyen-Age et en partie à la période moderne, le travail agricole était considéré comme ingrat et dévalorisant, il n'en est plus de même à partir du XVIIe siècle en Angleterre et du XVIIIe siècle en France.

Les exigences du développement - poussée du capitalisme, forte urbanisation, politique économique - ont entraîné des modifications profondes dans les habitudes culturelles.

L'agriculture devient un secteur à part entière qui peut procurer des richesses non seulement à l'Etat mais aussi aux individus<sup>2</sup>.

En fait, le développement général exerce une pression sur la production agricole. Le dynamisme économique et la mobilité sociale font du travail agricole la pierre angulaire de la modification des conditions d'existence. Dès lors, le surplus agricole devient un impératif.

---

(2) Auparavant, le commerce était l'activité qui préoccupait les Etats. Les conquêtes coloniales, l'exploitation des richesses en Amérique, Asie et Afrique ont eu un impact positif sur le commerce. Cependant, les Européens commencèrent à se rendre compte de l'importance de l'agriculture dans le développement des Etats. En France, le Conseiller des Finances M. Sully De Bethune, à la fin du XVIe siècle, était un fervent partisan du travail et de la production agricole.

Pour ce faire, les concepteurs - économistes et agronomes - s'attèlent à faire émerger l'agriculture nouvelle<sup>3</sup>.

L'apologie du travail, faite surtout à partir du XVIIIe siècle, imprime une marque particulière au développement agricole ; le travail est désormais reconnu comme une valeur fondamentale (FOHLEN, 1967).

Cette donnée n'est significative que si elle est rapprochée de la notion de richesse. Car les théoriciens n'accordent de la valeur à la richesse que celle acquise par le travail<sup>4</sup>. Dans ces conditions, l'accent est mis sur l'effort, sur l'utilisation des capacités physiques et intellectuelles. MARX (1982), à ce sujet, note que l'homme, agissant sur la nature extérieure par le travail, la modifie, et du même coup modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent.

En nous fondant sur les vues de FOHLEN (1967) et de BAIROCH, (1989), les transformations agraires accélèrent la productivité agricole et aboutissent aux trois révolutions recensées par les scientifiques depuis le début des Temps Modernes.

La première révolution agricole se situe vers 1680-1700 en Angleterre et à partir de 1770-1810 dans les autres pays européens. Elle concerne le développement de cultures nouvelles comme le maïs, le haricot, la pomme de terre, les racines, les plantes fourragères, le tout ayant pour corollaire la liberté de culture.

La seconde a lieu en 1850-1870 aux premières phases de la mécanisation du travail agricole, de la mise au point et de l'utilisation d'engrais artificiels.

Enfin, la troisième s'insère dans la fourchette de temps 1936-1950 ; elle est marquée par un bouleversement de la productivité, une utilisation des pesticides, une approche plus scientifique dans la sélection des semences et des animaux, une intensification de la mécanisation et une très forte réduction du nombre absolu et du nombre relatif des paysans.

Cette perspective historique place l'agriculture européenne et particulièrement française dans une norme productiviste.

Lorsque la France conquiert le pays moaaga à la fin du XIXe siècle, elle venait juste de connaître sa deuxième révolution agricole.

Le développement de l'économie française, son impulsion et sa stimulation exigent une participation des territoires conquis. La puissance coloniale entrevoit une possibilité de transférer les performances technologiques dans les colonies à travers les cultures de rente. L'intégration des populations colonisées dans l'économie moderne se fait en fonction des besoins de la métropole.

---

(3) Par exemple, l'Anglais A. Young plaide pour le développement des prairies artificielles. Ce qui, affirme-t-il, permet une intégration agriculture - élevage. F. Quesnay, le père de la physiocratie française pose comme postulat que seule la production agricole permet d'obtenir un produit net.

(4) Selon A. Smith, les richesses ne sont pas un don de la nature, mais le produit du travail. Voir G. Jorland : 1984 . Le problème Adam Smith. Dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 39<sup>e</sup> année, N° 4, A. Colin, p. 842.

## 2. Le travail et la production agricole moose

Pour analyser le système de production agricole des Moose, il convient de porter un regard attentif sur les caractères originaux de l'agriculture moaaga.

Les populations que les Français soumettent à leur autorité à la fin du XIXe et au début du XXe siècles sont issues d'un long processus de cohabitation et d'assimilation<sup>5</sup> : les gens du pouvoir sont les descendants des conquérants installés dans le Burkina Faso actuel depuis la fin du Moyen-Age ; leur puissance guerrière leur a permis de s'imposer aux populations autochtones ou gens de la terre, et partant, au cours des siècles, un système d'organisation socio-politique centralisé et hiérarchisé a assuré une grande sécurité aux populations (SAVONNET, 1979).

Lorsque les Français conquièrent le pays moaaga, ils y trouvent des populations dont l'activité principale est l'agriculture. La production agricole vise essentiellement l'alimentation de la famille. Néanmoins, les récoltes s'obtiennent dans des conditions relativement difficiles. La nuance qu'il convient d'apporter, est qu'à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, la qualité des sols et le niveau de la pluviométrie créaient moins de soucis qu'aujourd'hui. On peut cependant admettre que chaque début d'hivernage suscite des angoisses et chaque bonne récolte constitue une victoire sur la nature. D'une part, on rencontre au Moogo surtout des sols ferrugineux et gravillonnaires (GUINKO, 1984), peu profonds et soumis aux érosions. Les pluviosités moyennes annuelles oscillent entre 600 mm au nord et 1000 mm au sud (GUINKO, 1984) ; le pays subit une forte influence du climat sec du Sahel situé plus au nord, et connaît souvent des irrégularités ou des déficits pluviométriques, comme en 1913 avec 411 mm de pluie à Ouagadougou (GUINKO, 1984). D'autre part, les outils de labour se limitent à la houe et à la machette. Leur aspect rudimentaire limite les rendements qui ne dépassent guère 800 kg à l'hectare pour le sorgho<sup>6</sup>.

En nous référant au linguiste BATIANA, (1993) le terme "Rawa" ou "Dawa" signifie "homme", mais suggère aussi la masculinité, le courage et l'endurance<sup>7</sup>. Quant à BADINI, (1990), il reconnaît que la vie du Moaaga se confond avec le travail, compris comme le rapport plus ou moins conflictuel entre la nature et lui, pour lui arracher ce dont il a besoin. Le travail va alors représenter la dimension humaine fondamentale. Dans ces conditions, les Moose représentent une communauté de "force" sur le triple plan de l'autorité, de la tradition et du travail. Leur philosophie des activités agricoles repose sur cette valeur qui a un contenu à la fois politique, économique et socio-culturel.

Mais les contraintes naturelles et les insuffisances technologiques ont fait réagir les Moose ; ils ont tenté, au fil des âges, de corriger, de faire évoluer les méthodes culturales tout en évitant de perturber les ressorts de la société. Outre les cultures locales - mil et sorgho -, les Moose

---

(5) M. Izard (1985, p. 5.) divise la société moaaga en gens du pouvoir qui sont les conquérants, les gens de la terre ou les autochtones composés de Fulse, Kibse, Ninise, Kalamse et les étrangers, c'est-à-dire les Marâse, Yarse et Silmise : *Gens du pouvoir, gens de la terre*, éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

(6) Il est démontré à la ferme de Saria que le rendement peut atteindre 1700 kg à l'hectare. A.N.C.I. : RR XI-33-31/826 : rapport agricole annuel 1928.

(7) A. Batiana, Maître-Assistant en Socio-Linguistique à l'Université de Ouagadougou. Enquête réalisée le 02 juin 1993.

s'adonnent aux cultures adoptées que sont le riz, le maïs, l'arachide, le coton, le tabac, le haricot, la patate, le pois et l'indigotier. Si celles-ci n'occupent pas la plus grande partie de leur temps, il n'en demeure pas moins vrai qu'elles pénètrent de plus en plus dans les terres cultivables. Les Moose ont compris l'avantage qu'ils pouvaient tirer de ces cultures étrangères : reconstitution du sol (arachide, haricot, pois), récolte en période de soudure (maïs), aménagement des bas-fonds (riz), utilisation des surfaces engraisées autour des cases (légumes, tabac), simple appoint alimentaire (patate) ou satisfaction des besoins de l'artisanat et du commerce traditionnel (coton).<sup>8</sup>

La colonisation a imposé de nouvelles priorités au Moogo. La vulgarisation des cultures d'exportation est le levier de la politique agricole coloniale.

### 3. Les exigences coloniales

La formation de la colonie de Haute-Volta en 1919, motivée par un souci de mieux contrôler les territoires conquis, fait du pays moaaga un pôle de "mise en valeur". Malgré les problèmes climatiques et pédologiques, les colonisateurs ont estimé qu'il était possible d'y développer les cultures d'exportation ; et surtout sa forte population (TABLEAU I) équivaut, pense-t-on, à un nombre important de producteurs potentiels (GERVAIS, 1990).

TABLEAU I : Données comparatives décennie 1920 : superficie, population et densité

DECENNIE 1920	PAYS MOAAGA	ENSEMBLE DE LA COLONIE	RESTE DE LA COLONIE	A.O.F.
Superficie en km <sup>2</sup>	63 500	300 000	236 500	4 800 000
Population	1 211 427	3 015 057	1 803 630	14 245 316
Densité au km <sup>2</sup>	19,07	10,05	7,62	2,96

*Sources : La superficie du pays moaaga est extraite de M. IZARD : *ibid*, p. 1. Celle de l'ensemble de la colonie et de l'A.O.F. de R. Delavignette : 1931. *Afrique occidentale française*, S.E.G.M.C., Paris, p. 177. L'estimation de la population de l'A.O.F. est tirée de R. Delavignette : *idem*, p. 177. Et celle de la population moaaga que celle de l'ensemble de la colonie proviennent de A.N.F.S.O.M. : 2 G 23/21 : *Rapport politique annuel*, p. 3.*

La densité au Km<sup>2</sup> du pays moaaga est de 19,07 alors que celle de l'ensemble de la Haute-Volta est de 10,05 et celle de l'A.O.F. seulement de 2,96. Le Moogo est une terre des Hommes. Il constitue donc, par sa relative forte concentration humaine, une originalité en A.O.F. et un atout majeur pour l'exploitation coloniale.

(8) Voir à ce propos J. Y. Marchal : 1974. *Récoltes et disettes en zone nord-soudanienne. Chronique des saisons agricoles au Yatenga (Haute-Volta) 1907-1973*, ORSTOM, et le Capitaine Binger : 1892. *Du Niger en Golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi*, Hachette, Paris, T.1. p. 483.

Très tôt, la France a fait un inventaire des richesses agricoles et s'est employée à chercher les possibilités de leur rentabilisation.

Jusqu'au début des années 1920, période correspondant à la pacification et au contrôle effectif des territoires conquis en A.O.F., la France se contente des produits de cueillette que sont le karité et le kapok. Avec le projet de mise en valeur des colonies du Ministre des colonies Albert Sarrault en 1921, elle adopte au Moogo une politique d'intensification des cultures d'exportation représentées par le sésame, l'arachide et surtout le coton.

Les moyens mis en oeuvre dans cette politique peuvent se résumer à la méthode coercitive : travail forcé et cultures obligatoires. Pour en garantir le succès, des actions sont entreprises. Ainsi, outre le rôle actif du Lieutenant-Gouverneur Edouard Hesling et des Commandants de cercle, le rôle du service d'agriculture et de la ferme agricole de Saria sur les plans des expériences, de l'éducation agricole, du dressage des boeufs de labour et des études des moyens susceptibles d'accroître les productions, a pour objectif de donner une impulsion aux cultures de rente<sup>9</sup>.

C'est dans ce contexte qu'en 1924, l'administration a décidé de réduire le contingent de la main-d'oeuvre prestataire ainsi que celle du temps de prestation<sup>10</sup>. Cette année marque aussi la fin des recrutements pour le chemin de fer Dakar-Niger. On pense alors que les populations devraient mieux se consacrer à la production des cultures de rente.

La collaboration des chefs traditionnels s'avère indispensable pour une politique agricole coloniale d'envergure. Ils sont craints et respectés par leurs sujets. Il s'agit donc de maintenir l'autorité des chefs tout en la guidant vers les intérêts et les objectifs coloniaux<sup>11</sup>. Leur rôle est bien précis. Ils sont chargés de transmettre aux populations les ordres et décisions de l'administration coloniale et de porter leur appui à la collecte des produits du cru et aux transactions qui s'en suivent. Nous avons souligné dans un précédent article<sup>12</sup> que certains chefs, par ce biais, ont abusé de leur rôle en faisant cultiver leurs champs personnels de coton par les populations ou en dissimulant, lorsqu'ils sont sollicités comme intermédiaires entre les producteurs et les acheteurs, une partie des sommes encaissées. Un autre rôle intervient en 1927 avec l'institution des fermes familiales. Les chefs ayant montré des dispositions favorables à l'oeuvre coloniale sont encouragés à créer des fermes et à adopter les méthodes de vulgarisation; ainsi, à Ouagadougou, des primes d'encouragement et de récompense sont accordées au cours de la même année au Moog-Naaba : 2 000 F, Balum-Naaba : 2 000 F, Gung-Naaba : 4 000 F et Wiid-Naaba : 4 000 F<sup>13</sup>.

---

(9) Trois fermes agricoles sont créées dans la colonie de haute-Volta. Nous avons la ferme de Saria, la ferme de Poundou et la ferme de Banankéléda.

(10) Dans E.P. Skinner : 1972. *Les Mossi de la Haute-Volta*, Nouveaux Horizons, Paris, on peut lire qu'avant cette mesure, pour la voie ferrée Thiès-Kayes, on demanda à la colonie de haute-Volta de fournir 6000 travailleurs renouvelables tous les six ans et dans les mêmes conditions de fournir 2000 travailleurs pour construire la voie ferrée en Côte d'Ivoire. p. 355.

(11) Il n'a pas toujours été facile pour l'administration coloniale de trouver des interlocuteurs au sein des populations colonisées, surtout lorsque la hiérarchisation et la centralisation politiques font défaut. C'est l'exemple des Dagari et des Gurunsi de haute-Volta.

(12) M. Bantenga : 1994. *La politique coloniale de la production du coton en Haute-Volta (1919-1932)*. Dans *Cahiers du CERLESHS*, N° 10, p.52.

(13) A.N.C.I. : 4RR17 : *Colonie de Haute-Volta. Correspondances et rapports relatifs aux primes d'encouragement aux indigènes. Décision n° 131*.

Au total, les efforts des Moose dans le contexte colonial sont poussés jusqu'à un seuil difficilement supportable. Est-il possible, en quatre mois de saison pluvieuse, de s'adonner d'une part aux cultures de rente et d'autre part aux cultures vivrières ? Au Moogo, du fait des conditions climatiques et pédologiques, et de l'utilisation de techniques rudimentaires, les cultures vivrières occupent à temps plein les populations, à moins qu'elles ne soient obligées de s'adonner aux cultures de rente ou que celles-ci ne soient suffisamment rémunératrices.

La production agricole au Moogo à la veille de la crise des années 1930, suscite plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Faut-il renforcer les mesures en faveur des cultures de rente ? Quel type d'innovation y introduire ?

## DEUXIEME PARTIE

### LE PROBLEME DES APPORTS EXTERIEURS ET DU DEGRE DE LA RECEPTIVITE DES POPULATIONS COLONISEES : LE POINT DE LA QUESTION.

L'analyse de la production agricole dans le pays moaaga permet de mesurer l'inadéquation entre les objectifs et les mesures prises par l'administration coloniale, et de montrer les réactions des Moose face au programme d'intensification des cultures de rente. Ce cas peut être appréhendé en suivant l'évolution de la société coloniale en fonction des thèses déjà développées par les chercheurs sur les mutations paysannes.

#### 1. Les contradictions du système colonial

Avec l'institution des champs collectifs obligatoires en 1924, l'administration coloniale guide dans un premier temps sa politique vers l'extension des surfaces cultivées.

Le principe des champs collectifs obéit à l'idéologie coloniale concernant la mainmise sur les terres et les hommes, et la canalisation de l'activité agricole vers les cultures de rente.

Le caractère contraignant et dirigiste de cette méthode ayant fait obstacle à une mobilisation conséquente des paysans, l'administration coloniale s'est ravisée dès 1930 et a décidé de la suppression progressive des champs collectifs. Bien que le cercle de Koudougou ait la plus grande superficie des champs collectifs de coton avec 5810 hectares, il n'exporte en moyenne que 521,55 tonnes de ce produit entre 1924 et 1932<sup>14</sup>.

Créée en 1924 et située à une centaine de kilomètres à l'Ouest de Ouagadougou, la ferme de Saria, constitue le fer de lance de la nouvelle stratégie. Les preuves des possibilités d'accroître les productions y sont établies. Domaine privilégié d'expériences agricoles, la ferme de Saria, à force d'amélioration des terres et d'utilisation d'outils de labour performants, fournit des rendements élevés et des données de comparaison (TABLEAU II).

---

(14) Synthèse de tableaux II et III, tirés de E. Yaméogo : 1990. *La politique coloniale française de développement des cultures d'exportation dans le cercle de Koudougou (1924-1947)*, mémoire Maîtrise, Université Ouagadougou p. 26 et 32.

TABLEAU II : Données comparatives des rendements de coton, d'arachide et de sorgho en 1928.

RENDEMENT A L'HECTARE EN PRODUITS KG	PRODUCTION FERME DE SARIA	PRODUCTION PAYSANNE	DIFFERENCE EN FAVEUR DE LA FERME DE SARIA
Coton brut	700	175	525
Arachide avec coque	1 000	500	500
Sorgho	1 700	750	950

Source : A.N.C.I. : RR XI-33-31/826 : rapport agricole annuel 1928.

La supériorité des récoltes de la ferme de Saria est sans équivoque. Le rapport est de 4 pour le coton, 2 pour l'arachide avec coque et 2,26 pour le sorgho. La ferme de Saria sert de référence aux fermes familiales sur lesquelles mise l'administration coloniale pour l'accroissement des productions des cultures de rente.

Créées en 1927, les fermes familiales sont de véritables structures modernes avec un équipement faisant référence à une gestion méthodique : étable, bergerie, fosse à fumier, plate-forme à fourrage, greniers à grains, puits, terre de culture, charrue. Ces fermes sont attribuées aux familles en fonction du degré de leur collaboration et de leur intérêt pour l'innovation agricole.

Pour assurer le succès de l'opération l'administration coloniale se propose de livrer gratuitement du matériel agricole et de former dans la ferme de Saria de jeunes paysans aux techniques modernes d'exploitation.

Le but est de provoquer chez les paysans un engouement pour les méthodes modernes de culture. Mais l'entreprise se heurte à deux obstacles d'ordre technico-économique :

- la stratégie des fermes familiales semble marginale ; elle ne concerne que quelques familles. Jusqu'en 1930, on ne dénombre que 29 fermes modèles, dont 12 dans le cercle de Ouagadougou et 17 dans le cercle de Koudougou (A.N.C.I., 1930). De plus, pour la distribution des charrues, les chiffres suivants ont été obtenus.

**TABLEAU III : distribution de charrues (1928-1931).**

ANNEES CERCLES	1928	1929	1930	1931	TOTAL
OUAGADOUGOU	6	1	7	22	36
KOUDOUGOU	3	6	6	4	19
TENKODOGO	-	-	2	9	11
KAYA	-	-	1	5	6
Ouahigouya	-	-	-	8	8
TOTAL	9	7	16	48	80

Source : A.N.C.I. : RR XI-34-251/885 : rapport agricole annuel 1930, p. 18.

Les charrues fournies aux cercles de Tenkodogo et de Kaya en 1930 sont utilisées à compter de la campagne agricole de 1931. Au total 80 charrues sont distribuées aux paysans sur une période de quatre ans. Ce saupoudrage peut-il avoir une portée réelle, d'autant plus que l'ensemble des paysans qui sont censés imiter ces exemples ne possèdent pas les capitaux nécessaires à la réalisation des fermes ?

- telle que présentée par l'administration coloniale, la réussite des cultures dépend en premier lieu des investissements. Le capital de départ dépasse largement les capacités des familles. Illustrons ces analyses par l'exemple du prix d'un attelage.

TABLEAU IV : prix d'un attelage avec livraison à Ouagadougou pour l'année 1931.

UNITES	PRIX EN FRANCS
1/ a) charrue liancourtoise n° 2 avec coutre droit complet de la firme BAJAC :	352
<u>ou</u>	
b) charrue liancourtoise n° 2 avec coutre circulaire :	365
2/ soc avec boulon :	15,02
3/ talon :	3,054
4/ chaîne d'attelage de 2,50 m :	35,584
5/ jeu de boulons :	2,763
6/ a) grande roue :	20,36
b) petite roue :	17,45
7/ boeuf :	500
TOTAL :.....941,781 ≥ Prix ≥	925,871

*Sources : Le tableau présente quatre modèles de charrues A.N.C.I. : RR XI -45-147/810 : marché n° 2226 de gré à gré pour la fourniture de charrues liancourtoises avec rechange. Et pour le prix du boeuf : A.N.C.I. : 4RR 17 : Télégramme - lettre : Gouverneur Volta à cercles Ouagadougou et Koudougou.*

N'ayant pas vécu auparavant dans un système d'accumulation de capitaux, comment les Moose peuvent-ils acquérir ces sommes<sup>15</sup> ?

Pour la grande masse, les maigres revenus générés par la vente des produits agricoles destinés à l'exportation ou à l'alimentation servent juste à payer l'impôt ou à effectuer de menues dépenses.

L'autre paradoxe repose sur une baisse ou une stagnation des prix des produits de rente, et à l'inverse sur une hausse des impôts. L'arachide s'achète au producteur de 0,20 à 0,25 F le kg en 1928, de 0,13 à 0,21 F en 1929 et de 0,12 à 0,21 en 1930 (THIAM, 1988). Le prix d'achat du coton au

(15) A titre indicatif, un moniteur agricole africain perçoit un salaire mensuel de 60 F. Dans A.N.C.I. : RRXI - 33-34/826 : Rapport agricole annuel 1929.

producteur s'élève à 1 F le kg en moyenne en 1924, de 0,80 à 1,30 F en 1928 et de 0,85 à 1,15 F en 1930<sup>16</sup>. Alors que l'impôt qui était en moyenne de 4 F avant 1928 monte à 8 F après cette année (THIAM, 1988). L'évolution en baisse des prix des produits d'exportation et la hausse de l'impôt sont des signes tangibles des effets de la crise économique qui secoue le monde occidental dès 1926. Le colloque organisé par COQUERY-VIDROVITCH, (1980) et D'almeida Topor sur l'Afrique et la crise de 1930 les 09 et 10 avril 1976, et ayant réuni d'éminents chercheurs, a mis à jour deux crises : une spécifique coloniale accélérée par une crise générale du système capitaliste.

Toutes les contradictions du système colonial énumérées annoncent d'autres contradictions cette fois entre l'économie nouvelle et l'économie traditionnelle.

L'option coloniale de vulgarisation des cultures d'exportation détermine les comportements des populations. L'acquisition des subsistances demeure leur préoccupation première.

## 2. Les Moose dans l'économie agricole coloniale

Les Moose subissent un phénomène d'endiguement de l'évolution interne de leur société. Ils ont incontestablement offert des produits de rente au marché colonial, plus dans l'obligation qui leur est faite de réserver des terres aux cultures de rente ou de payer l'impôt que par choix.

Mais à priori, le choix des cultures détermine une certaine juxtaposition des intérêts. La préférence des colonisateurs se porte sur les cultures de rente, celle des Moose va vers les cultures vivrières.

L'usage de la contrainte par les colonisateurs pour l'extension des cultures de rente a entraîné la fuite de nombreuses familles vers la colonie voisine de Gold-Coast. (DELAVIGNETTE, 1931) estime à 100 000 le nombre des Moose ayant franchi la frontière dans la décennie 1920<sup>17</sup>. La saignée humaine compromet sérieusement les chances de succès des projets coloniaux d'extension des terres réservées aux cultures de rente. Les colonisateurs n'ont-ils pas parié sur le capital humain du pays moaaga ? Il convient de voir, dans l'ampleur de l'exode, une des raisons de l'assouplissement intervenu en 1930 et qui tendait à l'abandon des champs collectifs.

Si, une certaine permanence de la conception traditionnelle de l'agriculture des Moose explique leur attitude à réserver les meilleures terres aux cultures vivrières au cours de la période concernée par l'étude, il faut y voir aussi une réticence de leur part vis-à-vis de la politique agricole coloniale. Sinon, comment comprendre que des champs de coton soient envahis par les herbes fautes de labour et que les récoltes soient négligées ? L'exemple type est celui de Ouahigouya en 1928 (MARCHAL, 1974), où les paysans ont préféré consacrer leur temps aux cultures vivrières. Ces faits peuvent être liés aux bas prix des produits d'exportation et à la fluctuation des cours qui sont certainement des facteurs dissuasifs.

---

(16) Pour l'année 1924 : A.N.C.I. : 4 RR15 : Note circulaire. Le Lieutenant-Gouverneur de la Haute-Volta à Messieurs les Administrateurs des cercles de Ouagadougou, Ouahigouya, Koudougou, Tenkodogo et Kaya - 28 janvier 1924.

Pour l'année 1928 : A.N.F.S.O.M. : 2 G28/43 : Affaires économiques : Rapports économiques trimestriels, p. 15.

Pour l'année 1930 : A.N.C.I. : RR XI - 33 - 31/826 : *ibid.*

(17) R. Delavignette : 1946. *Service africain*, Gallimard, Paris, p. 71. Un autre aspect est à prendre en compte ; avant la crise des années 1930, l'économie de la Gold-Coast, grâce au cacao et aux ressources minières, connaissait une expansion remarquable.

L'autre aspect du problème, c'est qu'en portant la réflexion sur la société traditionnelle moaaga, nous nous rendons compte d'un mouvement d'adaptation dont l'objet est sûrement de conserver le tissu économique traditionnel. Les populations se servent des produits logiquement réservés à l'exportation, tels que le coton et l'arachide, pour leurs besoins domestiques : transformation, alimentation ou échange. Le comportement des Moose montre l'utilité de ces produits dans leur sphère économique.

La situation ainsi présentée illustre une déviation du circuit économique mis en place par la puissance coloniale. Avec la colonisation du pays moaaga, nous nous trouvons en face d'une confrontation de deux normes, chacune puisant dans l'autre des éléments de son renforcement ou de son maintien.

Ce qui est remarquable, c'est que l'exploitation économique du Moogo permet d'apporter des éclaircissements sur le débat des scientifiques concernant la production agricole.

### **3. La problématique de la production agricole au Moogo vue sous l'angle du débat actuel**

La colonisation a inspiré la communauté scientifique sur le débat comparatif des civilisations.

L'exploitation coloniale s'établit d'abord par le contact entre "sociétés" distinctes, l'une dominant l'autre et la façonnant éventuellement parfois par des détours à sa propre image (MEILLASSOUX, 1977).

Les études scientifiques sur la production agricole peuvent être regroupées en trois axes essentiels : réflexion sur les fondements économique, social et culturel de l'agriculture traditionnelle, re-interprétation des réactions des sociétés rurales africaines au choc colonial et thèses sur les systèmes de culture.

Sur le premier point, KOHLER (1971) s'aperçoit, à la lumière de ses recherches sur le pays moaaga, que les activités agricoles sont en continuité parfaite avec l'ensemble des manifestations de la vie dans l'univers et dans la société, en rapport étroit avec les puissances surnaturelles. Avec plus de précision, COQUERY-VIDROVITCH (1980) révèle les liens entre les rites à résonance religieuse, le rôle des chefs de terre et les différents stades du calendrier agricole. Autrement dit, en faisant produire la terre, les paysans remplissent à la fois des fonctions économiques et politico-culturelles. Les Moose font des sacrifices à leurs Dieux, maintiennent la cohésion sociale par les travaux communautaires et l'entraide, et ont recours au chef de terre pour organiser les travaux agricoles et procéder aux rites.

Le second centre d'intérêt découle de l'opposition faite entre la civilisation industrielle et la civilisation agricole, la première constituant la référence. Mais, avec le recul, les historiens ont pu prendre la mesure du degré de décomposition des structures traditionnelles et de paupérisation paysanne dus à la colonisation KI-ZERBO, (1978) ; R.F.H.O.M., (1976). Ils ont pu également faire des analyses sur les réactions paysannes ; il ressort que les populations n'étaient pas forcément fermées au progrès. A l'époque, les notions de besoin et de travail ne s'accordèrent pas (BRUNSCHWIG, 1963) ; CHRETIEN (1983) le place dans la controverse des méthodes d'investigation des scientifiques, soutient que l'opposition entre un ordre traditionnel et le changement colonial est un mythe simplificateur, la prétendue immobilité des sociétés africaines n'étant que l'héritage d'une ethnologie dont les historiens ne peuvent s'accommoder.

Dans ces conditions et en ayant en vue les mutations agricoles, on peut remarquer que les colonisateurs se sont aperçus des limites en pays moaaga de l'économie basée sur la rentabilité immédiate des cultures de rente. Les caprices de la nature auxquels les populations s'étaient accommodées depuis des siècles pouvaient à tout moment entraîner de fortes baisses de la production agricole et par conséquent briser l'élan colonial. Par exemple 1914, 1926-1927 et 1928-1929 sont des années de grande sécheresse. En 1926, 1929 et 1930 les cultures sont dévastées par les invasions acridiennes (THIAM, 1988 ; MARCHAL, 1974). A ces fléaux, s'ajoutent les difficultés qu'éprouvent les populations pour se nourrir lors des périodes de soudure.

Saisissant cette réalité, et sans renoncer globalement à ses objectifs, l'administration coloniale fit prendre des mesures de rééquilibrage. Deux explications apparaissent : sur un plan théorique, on estime que, bien nourries, les populations auraient plus de vitalité et de volonté d'entreprendre l'extension des cultures de rente. Sur un plan pratique, il s'agit d'éviter ou d'atténuer les famines et disettes fréquentes dans la zone.

Ainsi, dès 1920, des instructions furent données par le Lieutenant-Gouverneur Edouard Hesling pour l'extension des cultures de riz, de manioc, de patate et d'arachide<sup>18</sup>. En 1921, l'administration prit des dispositions de constitution de réserves de produits agricoles<sup>19</sup>. En 1922, des essais de culture de pomme de terre aux abords des lacs Dem et Syan dans le cercle de Kaya furent entrepris<sup>20</sup>. Suite aux invasions acridiennes de 1926, l'administration ordonna la distribution gratuite des boutures de manioc<sup>21</sup>. Ce tubercule résiste aux attaques des prédateurs. Et surtout après la sécheresse qui sévit la même année, les colonisateurs accordèrent une relative importance aux cultures vivrières<sup>22</sup>.

Réactions sans doute à posteriori et suivant une démarche empirique, mais qui posaient d'une autre manière la réflexion sur la production agricole.

Justement la troisième direction des études scientifiques correspond à une sorte de résultats de plusieurs décennies de recherches sur les systèmes de production traditionnelle et coloniale. BADOUIN (1975) ; FRANCHE (1983) et COQUERY-VIDROVITCH (1980) étudiant les paysans dans leur milieu naturel et socio-politique révèlent l'originalité de leur organisation<sup>23</sup>. C'est ainsi que COQUERY-VIDROVITCH (1980) a élucidé la notion d'auto-régulation paysanne ; elle a établi un lien entre des techniques agricoles adaptées à une écologie fragile et un système foncier qui empêche l'accumulation des terres entre les mains de quelques privilégiés. Le but de la méthode est de protéger le groupe contre une pénurie artificielle de terres et de le préserver d'un équilibre critique entre la famille et l'unité de production, rendues nécessaires par la fragilité du système.

---

(18) A.N.C.I. : RR XI - 45 - 147/810 : Circulaire. Le Lieutenant-Gouverneur de la Haute-Volta à Messieurs les Administrateurs des cercles de la Colonie.

(19) A.N.F.S.O.M. : 2G 21/13 : Rapports politiques trimestriels, P. 4.

(20) A.N.F.S.O.M. : 2G 21/15 : Rapports politiques mensuels et trimestriels. Bulletin mensuel, Décembre 1922.

(21) A.N.F.S.O.M. : 2G 31/56 : Affaires économiques. Rapports économiques trimestriels (1er et 2è), p. 22.

(22) A.N.F.S.O.M. : 2G 28/43 : *ibid*, p.8.

(23) R. Badouin : 1975. *Les agricultures de subsistance et le développement économique*, A. Pedone, Paris, P. 13.

D. Franche : 1983. *Espace rural et rationalité paysanne*. Dans *Histoire rurale de l'Afrique des Grands Lacs... ibid*, p. 109. et C. Coquery - Vidrovitch : *ibid*, pp. 28-32.

Au Moogo, malgré les actions d'encouragement aux cultures vivrières dès 1920 et l'abandon progressif des champs collectifs, l'équilibre du système agricole traditionnel se trouva bouleversé. Les cultures d'exportation et les cultures vivrières occupaient les mêmes paysans et aux mêmes périodes.

## CONCLUSION

Trois phases ont retenu notre attention. La période allant de la conquête à 1924 se caractérise par la mise en place des structures administratives et la recherche des possibilités agricoles du pays moaaga. De 1924 à 1930, l'administration coloniale adopte les mesures coercitives en vue de vulgariser les cultures de rente ; en 1927, elle introduit les fermes familiales. Par contre à partir de 1930 la stimulation et l'encouragement deviennent les principes guidant les actions coloniales.

Le pays moaaga a semblé receler des atouts - société hiérarchisée, forte population, existence de produits recherchés par la France - occasionnant l'implantation de structures d'exploitation.

Cependant, ces facteurs se sont révélés être illusoire :

- d'abord, si l'exaltation de l'économie productiviste et la politique de vulgarisation des cultures de rente mettent en lumière les exigences coloniales, il convient de reconnaître que celles-ci achoppent sur l'inadéquation entre les objectifs coloniaux et les moyens mis en place, mais aussi entre ces objectifs et les intérêts des Moose. Bien que l'administration coloniale se serve des chefs traditionnels comme courroie de transmission, l'exécution au niveau des populations des mesures d'intensification des cultures de rente s'avère insuffisante.

- ensuite, un aperçu des facteurs géographiques dévoile leurs aspects limitatifs. La question est de savoir comment gérer le calendrier agricole en quatre mois d'hivernage avec l'espoir d'échapper aux caprices climatiques et aux invasions acridiennes. En fait, les Moose sont soumis à une restriction de la flexibilité du temps des cultures et une restriction du choix des semences.

- enfin, le dernier élément d'analyse porte sur les préoccupations des populations qui par habitude, mais aussi par réaction au fait colonial, forcent le maintien de l'économie traditionnelle.

Mais ceci finit par mettre les Moose dans une condition critique. Leurs difficultés d'existence au début du XXe siècle sont dues certes aux phénomènes naturels, à leurs techniques rudimentaires, mais surtout au système colonial. Le processus d'absorption dont ils sont l'objet les oblige aux travaux dans les champs collectifs réservés aux cultures d'exportation, provoque des fuites et impose de bas prix aux produits de rente.

Pour ces raisons, la crise des années 1930 accentue cette condition critique et met probablement en place les premiers signes visibles du «sous-développement».

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### 1. OUVRAGES

BADINI, A., 1990.- Système éducatif traditionnel moaga et action éducative scolaire. Thèse Doctorat d'Etat. Université de Lille III.

BADOUIN, R., 1975.- Les agricultures de subsistance et le développement économique, A. Pedone, Paris.

- BRUNSCHWIG, H., 1963.- L'avènement de l'Afrique Noire, du XIXe siècle à nos jours, A. Colin, Paris.
- DELAVIGNETTE, R., 1931.- Afrique occidentale française, S.E.G.M.C., Paris.
- DELAVIGNETTE, R., 1946.- Service africain, Gallimard, Paris.
- FOHLEN, Cl., 1967.- Le travail au XIXe siècle, Q.S.J. ? P.U.F. Paris.
- GERVAIS, R., 1990.- Population et politiques agricoles coloniales dans le Mosi, 1919-1940, Paris VII, T.1.
- GUINKO, S., 1984.- Végétation de la Haute-Volta, thèse Doctorat, Université Bordeaux III.
- IZARD, M., 1985.- Gens du pouvoir, gens de la terre, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.
- KI-ZERBO, J., 1978.- Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain, A. Hatier, Paris.
- KOHLER, J-M., 1971.- Activités agricoles et changements sociaux dans l'ouest-mossi (Haute-Volta), Mémoire O.R.S.T.O.M., N° 46, Paris.
- MARCHAL, J-Y., 1974.- Récoltes et disette en zone nord-soudanienne -Chronique des saisons agricoles au Yatenga (Haute-Volta) 1907-1973, O.R.S.T.O.M.
- MARX, K., 1982.- Le capital, T.1. Ed. du progrès, Moscou.
- MEILLASSOUX, Cl., 1977.- Terrain et théories, Ed. Anthropos, Paris.
- R.F.H.O.M. : 1976.- L'Afrique et la crise de 1930 (1924-1938) - N° Spécial contenant les Actes du colloque organisé à l'Université de Paris VII par Cathérine Coquery-Vidrovitch et Hélène d'Almeida Topor (9 - 10 avril 1976) -T. LXIII, N° 232-233, S.F.H.O.M., Paris.
- SKINNER, P. E., 1972.- Les Mossi de la Haute-Volta, Ed. Nouveaux Horizons.
- YAMEOGO, E., 1990.- La politique coloniale française de développement des cultures d'exportation dans le cercle de Koudougou (1924-1947), mémoire Maîtrise, Université Ouagadougou.

## 2. ARTICLES

- BAIROCH, P., 1989.- Les trois révolutions agricoles du monde développé : rendements et productivité de 1800 à 1985. Dans Annales. Economies, Sociétés, Civilisations, 44e année, n° 2. A. Colin. pp. 317-353.
- BANTENGA, M., 1994.- La politique coloniale de la production du coton en Haute-Volta (1919-1932). Dans Cahiers de CERLESHS, n° 10. pp.26-60.
- CHRETIEN, J-P., 1983.- Le refus et les perspectives d'une "histoire rurale" en Afrique des Grands-Lacs. Dans Histoire rurale de l'Afrique des Grands-Lacs - Guide de recherches. Travaux du C.R.A., Paris I, N° 1. Bibliographie et textes rassemblés par J-P. CHRETIEN, Ed. AFARA. pp. 11-31.

COQUERY-VIDROVITCH, C., 1980.- Les paysans africains : permanences et mutations. Dans Sociétés paysannes du Tiers-monde. Textes réunis par C. Coquery-Vidrovitch, Presses Universitaires de Lille. pp. 25-40.

FRANCHE, D., 1983.- Espace rural et rationalité paysanne. Dans Histoire rurale de l'Afrique des Grands-Lacs. Guide de recherches... ibid. pp. 106-110.

JORLAND, G., 1984.- Le problème Adam Smith. Dans Annales. Economies. Sociétés. Civilisations, 39 année, n° 4, A. Colin. pp. 831-848.

SAVONNET, G., 1979.- Structures sociales et organisation de l'espace (exemples empruntés à la Haute-Volta). Dans Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique. Actes du colloque de Ouagadougou 4-8 décembre 1978. Mémoires O.R.S.T.O.M. N° 89, Paris. pp. 39-44.

THIAM, L., 1988.- Typologie des famines de la Haute-Volta coloniale. Dans R.E.S.B. - C.E.D.R.E.S. Etudes : XXV. pp. 25-44.

### 3. ARCHIVES

#### a) Archives Nationales de Côte d'Ivoire

A.N.C.I. ; 4 RR 15 : Note circulaire.- Le Lieutenant-Gouverneur de la Haute-Volta à Messieurs les Administrateurs des cercles de Ouagadougou, Ouahigouya, Koudougou, Tenkodogo et Kaya. 28 janvier 1924.

A.N.C.I. ; 4 RR 17 : Correspondances et rapports relatifs aux primes d'encouragement aux indigènes. Décision n° 131.

A.N.C.I. ; 4 RR 17 : Télégramme-Lettre Gouverneur Volta à cercles Ouagadougou et Koudougou.

A.N.C.I. ; RR XI - 33 - 31/826 : Rapport agricole annuel 1928.

A.N.C.I. ; RR XI - 33 - 31/826 : Rapport agricole annuel 1929.

A.N.C.I. ; RR XI - 34 - 251/885 : Rapport agricole annuel 1930.

A.N.C.I. ; RR XI - 45 - 147/810 : Circulaire. Le Lieutenant-Gouverneur de la Haute-Volta à Messieurs les Administrateurs des cercles de la colonie.

A.N.C.I. ; RR XI - 45 - 147/810 : Marché n° 2226 de gré à gré pour la fourniture de charrue liancourtoise avec rechange.

#### b) Archives Nationales Françaises, Section Outre-Mer.

A.N.F.S.O.M. ; 2G21/13 : Rapports politiques trimestriels.

A.N.F.S.O.M. ; 2G22/15 : Rapports politiques mensuels, trimestriels - Bulletin mensuel, décembre 1922.

A.N.F.S.O.M. ; 2G23/12 : Rapports politiques annuels.

A.N.F.S.O.M. ; 2G28/43 : Affaires économiques-Rapports économiques trimestriels.

A.N.F.S.O.M. ; 2G31/56 : Affaires économiques Rapports économiques trimestriels (1er et 2è).

**c) Explorateur**

BINGER (Le Capitaine), 1892.- Du Niger au Golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi,  
Hachette, Paris, T.1.

**d) Enquête orale**

BATIANA, A., 37 ans, Maître-Assistant en socio-linguistique à l'Université de Ouagadougou.  
Enquête réalisée le 02 juin 1993.